



FICHE TERRITOIRE

Haute-Rance

CONTEXTE ET ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Le bassin versant de la Haute-Rance est l'une des principales ressources en eau potable de l'agglomération rennaise. L'activité agricole y est fortement présente avec près de 450 élevages de bovins, porcs et volailles, sur une surface représentant 75% de la surface totale du bassin versant.

L'enjeu de la protection de la ressource en eau potable est important sur ce territoire tout comme les enjeux de biodiversité via la restauration du bocage et des zones humides.

ACTEURS MOBILISÉS

Deux agriculteurs, rencontrés par l'équipe projet du LabPSE lors de la préparation d'un salon des CUMA, se sont portés volontaires pour mener l'expérimentation sur leur territoire. La première rencontre entre acteurs du territoire a eu lieu en janvier 2019 avec des représentants de Dinan Agglomération, de CUMA, du Crédit Mutuel Arkéa et de la collectivité Eau du Bassin Rennais. L'association Bretagne Vivante, la Fédération Régionale des chasseurs de Bretagne et la Fédération Départementale des chasseurs des Côtes d'Armor ont rejoint l'expérimentation par la suite. La région Bretagne s'est également impliquée pour explorer la possibilité de positionner son fonds BreizhBiodiv comme intermédiaire de PSE.

Il n'y a pas eu de mobilisation d'autres agriculteurs, l'expérimentation s'étant concentrée dès 2020 sur la rédaction de deux contrats de démonstration avec l'appui de la Banque des territoires.

OBJECTIFS DE LA DÉMARCHE PSE

Sur ce territoire, l'objectif principal était de conclure deux contrats de démonstration pour améliorer la gestion de la ressource en eau potable.

La collectivité Eau du Bassin Rennais, syndicat d'eau potable, souhaitait explorer la faisabilité d'un dispositif PSE en complément de sa démarche Terre de Sources. Ce label local promeut les produits agricoles issus d'exploitations du bassin rennais qui s'engagent à faire progresser leur mode de production pour protéger les ressources en eau.

ORGANISATION DE LA COOPÉRATION MULTI-ACTEURS

Sous l'impulsion des deux agriculteurs leaders, le premier comité de gouvernance locale s'est réuni en avril 2019 avec 5 techniciens de deux communautés de communes et de CUMA, un élu local, le Crédit Mutuel Arkéa et la collectivité Eau du Bassin Rennais.

Les rencontres suivantes ont permis notamment de partager les résultats du diagnostic des services environnementaux proposés par les deux agriculteurs impliqués et d'identifier les services écosystémiques fournis (eau, biodiversité, carbone).

Une première offre de services environnementaux a été présentée en juillet 2020 aux acheteurs et intermédiaires potentiels impliqués, collectivité Eau du Bassin Rennais et Région Bretagne. Cette étape a permis d'initier un travail d'élaboration de deux contrats de démonstration à l'automne 2020.

Par la suite, les échanges se sont organisés sous forme d'ateliers de travail associant les acteurs en fonction des thématiques abordées (évaluation des services, attentes des acheteurs, attentes des offreurs, rédaction de contrat...). L'expérimentation n'a toutefois pas permis d'aboutir à la signature de contrats.



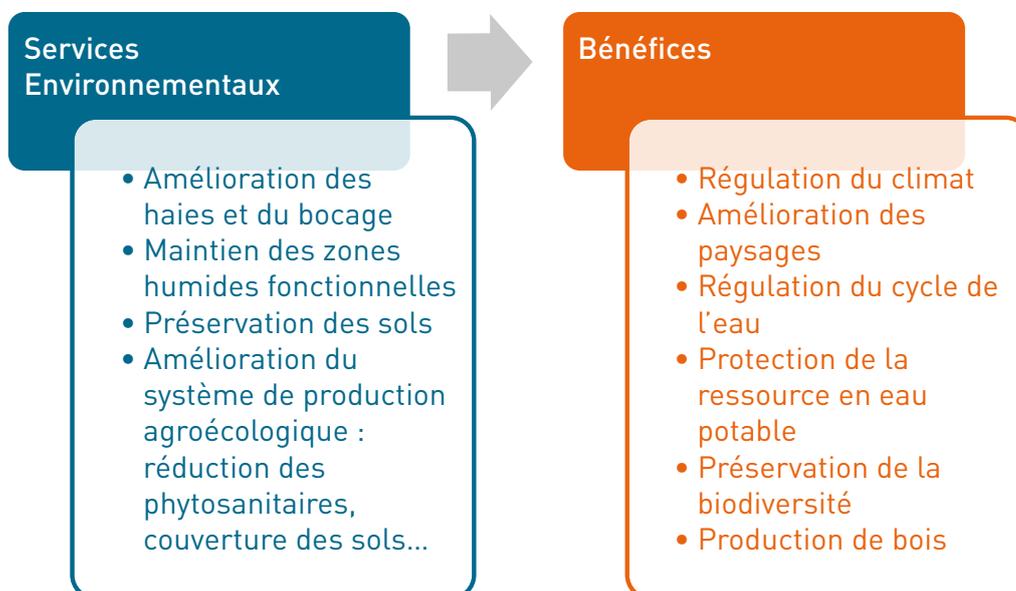
Territoire de la Haute-Rance : plantation de haies.

OFFRE DE SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

Initialement, une offre de service mobilisant l'ensemble de l'agrosystème était visée : amélioration des haies et du bocage, maintien des zones humides fonctionnelles, amélioration du système de production, préservation des sols... pour répondre aux enjeux eau, biodiversité, paysage et climat. De nombreux outils de diagnostics et des expertises locales ont permis de mener le travail d'évaluation des services parmi lesquels : diagnostic IDEA, Cap2ER, Plan de Gestion Durable des Haies (PGDH) et audit Label Haie, diagnostic zones humides...

Durant les 12 mois de co-construction et de négociation, l'offre de services environnementaux a évolué vers la restauration du bocage et le maintien des zones humides. Si l'expérimentation n'a pas abouti à la signature de contrats, un travail sur la rédaction de précontrats a été engagé et des échanges sur la question de la rémunération ont pu être menés entre les parties prenantes.

OFFRE AGROSYSTÈME



TYPE DE CONTRAT EXPÉRIMENTÉ

Dans le cadre de cette expérimentation, les acteurs ont exploré les mécanismes qui permettraient à une collectivité d'être acheteuse des services environnementaux, l'action des personnes publiques étant très encadrée. L'hypothèse du recours à une structure intermédiaire pour assurer la transaction des fonds entre l'acheteur public et les agriculteurs offreurs de services environnementaux a notamment été étudiée.

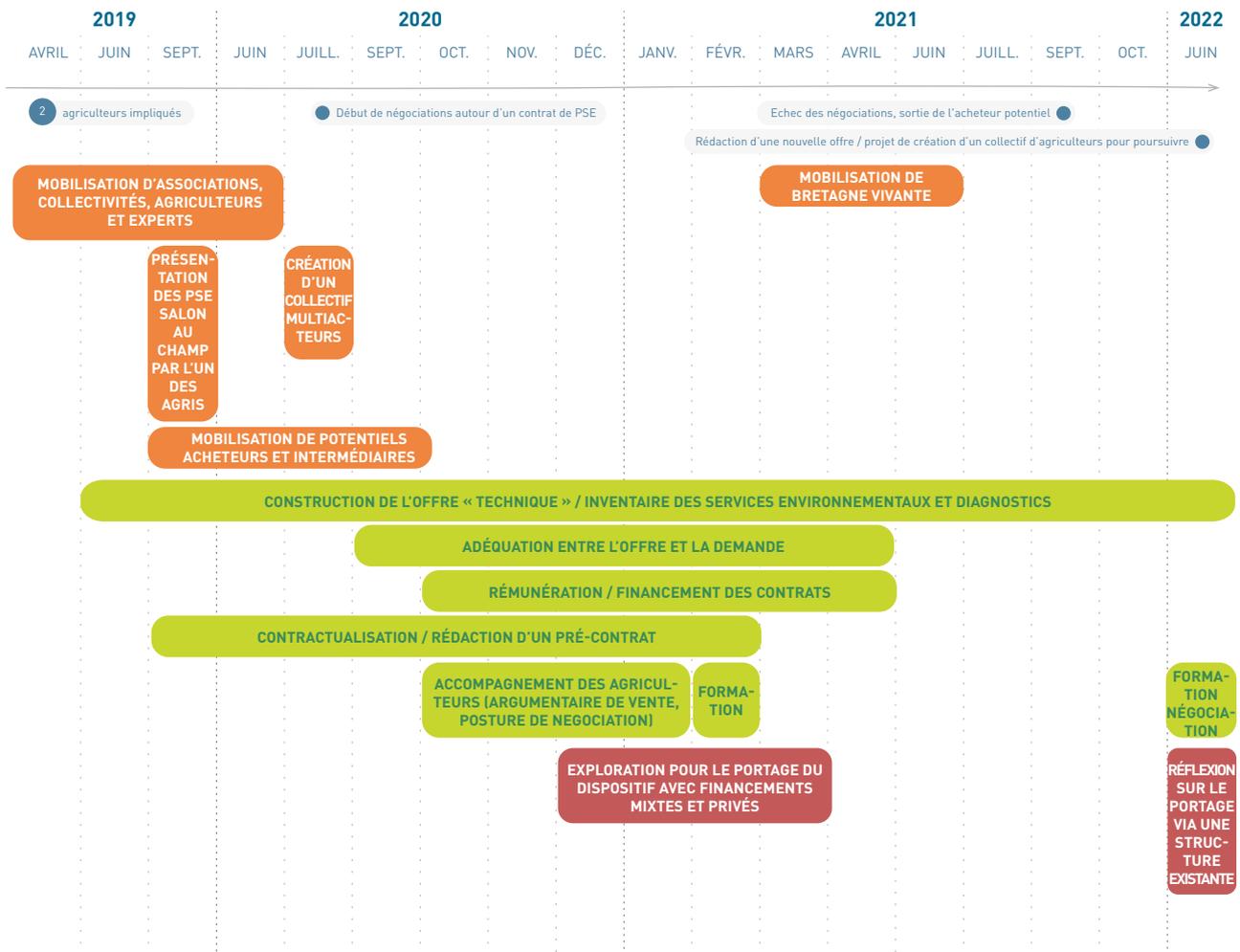
ÉVOLUTIONS ET PERSPECTIVES

Un travail pourrait être mené à la suite du projet avec les agriculteurs et l'appui d'acteurs locaux (Dinan Agglomération, Bretagne Vivante, Fédération régionale des chasseurs de Bretagne, Fédération Départementale des chasseurs de Côtes d'Armor, AFAC Agroforesteries et la société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) ENR Bois & Energie pays de Rance), pour formuler une nouvelle offre de services à proposer.

Une réflexion est en cours pour envisager l'intégration des deux agriculteurs dans l'organisation collective de gestionnaires locale (liée au Label Haie) portée par la SCIC ENR Bois & Energie pays de Rance en charge du développement de la filière bois de bocage sur le territoire. D'autres agriculteurs de ce collectif pourraient être intéressés pour travailler à l'émergence d'un PSE, d'autant plus que la collectivité Dinan Agglomération est déjà

porteuse d'un PSE public basé sur le Label Haie et des indicateurs agronomiques. Des contrats privés permettraient de compléter ce dispositif public en massifiant l'offre sur le territoire. Cette agrégation spatiale permettrait l'obtention de résultats effectifs sur la qualité de l'eau du bassin versant, le dispositif PSE public étant limité à trois zones géographiques restreintes du territoire.

PROCESSUS DE MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE PSE SUR LE TERRITOIRE DE LA HAUTE-RANCE



- Contexte ● Mobilisation des acteurs
- Construction de l'offre ● Organisation et pérennisation du dispositif

Cette fiche a été réalisée à partir de travaux menés dans le projet LabPSE